



Mémoire présenté dans le cadre de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise. (CPA)



Nutri-Centre LaSalle

5 OCTOBRE 2015

Auteur et rédaction :

Gratia Lapointe

Collaborations : Andréanne Tremblay-Lebeau – Yasmina Larbi-Youcef

Mise en page : Fadila Fariss et Gratia Lapointe

Nutri-Centre LaSalle

408 A rue Lafleur,
LaSalle (Québec) H8R 3H6

[www.facebook.com](https://www.facebook.com/nutricentrelasalle) page Nutri-Centre LaSalle

administration@nutricentrelasalle.com

Téléphone : 514.365.3670

TABLE DES MATIÈRES

Présentation de l'organisme.....	4
Nos principes d'intervention et mise contexte de l'évolution	5
L'initiative de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise	7
Le rôle du CPA	10
Le modèle et les enjeux prioritaires	10
Conclusion.....	13

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Établi depuis 2000, nous sommes un organisme ouvert sur son milieu tout en gardant les participants au cœur de nos préoccupations. Nous intégrons dans un même lieu; jardinage, cuisine, marchés de quartiers et rencontres citoyennes dans le but de lutter contre l'insécurité alimentaire.

Notre mission

Offrir un lieu commun d'éducation et de soutien en matière de nutrition pour les groupes et les individus préoccupés et/ou concernés par la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire.

Plus précisément :

- Offrir aux citoyens membres du Nutri-Centre et aux organismes du milieu; un espace jardin et une cuisine équipée favorisant la sécurité alimentaire et les saines habitudes dans un principe d'autonomisation.
- Favoriser le développement d'habiletés et de connaissances en matière de nutrition et/ou de jardinage tout en favorisant l'autonomie et la socialisation des personnes ou familles.
- Accompagner, les populations visées et/ou les groupes, par des personnes qualifiées.
- Sensibiliser les organismes communautaires, les différentes institutions par le biais du plaidoyer dans une perspective de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

L'organisme préconise des activités visant la sécurité alimentaire de ses membres. Selon la FAO :

« Il y a sécurité alimentaire lorsque toute une population a accès en tout temps, et en toute dignité, à un approvisionnement alimentaire suffisant et nutritif, à coût raisonnable et acceptable au point de vue social et culturel, lorsque les individus ont un pouvoir d'achat adéquat et lorsqu'ils ont accès à une information simple et fiable qui confère des habiletés et qui permet des choix alimentaires éclairés. »

Nos principes d'intervention

- Éducation populaire
- Approche écologique
- Participation citoyenne
- Accompagnement (*autonomisation*)
- « Empowerment »
- Flexibilité
- Vision globale de la sécurité alimentaire
- Avoir des structures et de la formation continue

Notre contribution à la communauté

- Partager notre expertise en travaillant avec la communauté
- Favoriser la vie associative
- Faire connaître les groupes communautaires et leurs activités
- Contribuer à la mixité des populations et des cultures
- Contribuer à l'intégration du savoir des participants pour animer ou mettre au profit du groupe leurs savoirs, leurs compétences et leurs talents.

Mise en contexte de l'évolution de notre organisme

Lors de la fondation du Nutri-Centre, la notion de sécurité alimentaire était à ses balbutiements sur le territoire LaSallois, où les notions de pauvreté et de charité prévalaient. Il a été difficile de favoriser les concepts d'« empowerment » d'autonomisation et de prévention.

Nous en avons fait notre engagement, soit, de faire comprendre l'importance de bien se nourrir avec des aliments frais, le moins transformé possible, et admettre que des denrées et produits transformés trouvés dans les banques alimentaires pourraient être nuisibles à la santé à plus ou moins long terme. Doucement, cela a fait son chemin, et il y a eu une politique alimentaire à l'arrondissement LaSalle, une politique à être revisitée.

À l'arrivée de Québec en forme sur le territoire LaSallois préconisant les saines habitudes de vie, cela a permis de créer des alliances et promouvoir notre mission auprès d'écoles primaires et secondaires, ainsi qu'auprès de certaines institutions.

Nous sommes heureux des collaborations développées au cours des années, aussi bien des projets nutritionnels que de jardinage pédagogique dans les écoles primaires Lasalloises. Ceci a permis de sensibiliser un plus grand nombre de personnes issues de différents milieux; scolaire (dont les élèves et leurs parents), municipal et communautaire.

Parallèlement, le projet du « Jardin à l'assiette » a été mis de l'avant au Nutri-Centre en 2007, où nous avons fait le lien entre l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire qui, à ce moment-là, était à ses balbutiements à Montréal.

Certes, il y avait des jardins collectifs, mais peu travaillaient en faisant le lien direct entre la sécurité alimentaire et l'agriculture urbaine pouvant répondre aux besoins de leurs participants en situation de précarité. Des ateliers de transformation avec les produits du jardin s'ajoutaient pour avoir des provisions durant la saison hivernale.

Le mouvement de l'agriculture urbaine a pris de l'ampleur, il est devenu un mouvement social. Nous sommes toujours demeurés cohérents avec notre objectif de sécurité alimentaire. En 2011 nous avons commencé « **le Petit marché du vendredi** », ce projet s'est transformé en deux marchés de quartiers dans deux zones défavorisées de LaSalle depuis 2013 (***Projet soutenu grâce au financement Alliance pour la solidarité Ville-Mess***).

Nous sommes fiers de la réussite de notre projet qui lors du ***forum en développement social de LaSalle 2014-15*** a été reconnu parmi les quatre meilleurs projets des cinq dernières années sur le territoire Lasallois. Grâce à ce projet sur le territoire Lasallois, nous favorisons la connaissance des produits locaux, avec un volet éducationnel .Nous encourageons dans nos marchés les liens entre l'éducation ***nutritionnelle, initiation au jardinage, dégustation et échange d'informations.***

Nous travaillons toujours dans une perspective circulaire, permettant les échanges et la communication pour faire le lien entre nos différentes stratégies d'interventions.

Nous avons siégé au *Comité de Nourrir Montréal*, au début du SAM, le GTAU, participer à l'école d'agriculture urbaine en tant que participant et comme bénévole en animant un atelier. Participer à des vidéos dont une pour *Québec en forme*, mettant en valeur nos actions et notre innovation en sécurité alimentaire. Nous avons aussi participé à différentes émissions de radio pour parler de la sécurité alimentaire et l'agriculture urbaine, et offert différentes conférences.



Nous accueillons favorablement l'initiative de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise, de l'analyse afin de se doter d'un conseil des politiques alimentaires.

Cependant, nous déplorons le peu de temps que nous avons eu pour rédiger un mémoire afin de donner suite à cette initiative, qui a été publié dans les journaux au début septembre et dont la présentation a eu lieu le 16 septembre dernier.

Dans un laps de temps si restreint, nous n'avons pas eu l'occasion de réunir les différents intervenants du milieu Lasallois, et les employés de l'organisme ont eu à peine le temps d'effleurer les questions très pertinentes soulevées dans le document de présentation remis lors de la rencontre du **16 septembre** dernier.

Lors de cette rencontre présidée par le Maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, monsieur Benoît Dorais, il a été proposé de répondre aux questions se retrouvant aux **pages 54 et 55** du document « *Analyse de l'opportunité de se doter d'un conseil des politiques alimentaires (CPA)* ».

Nous tenterons de répondre de façon claire et succincte à ces différentes questions qui visent à identifier le besoin d'une politique alimentaire, sa valeur ajoutée, son rôle et son modèle. Et dans un deuxième temps les enjeux qui devraient être identifiés comme prioritaires, l'instance à laquelle devrait se rattacher le CPA, les ressources pour réaliser son rôle et la contribution que nous pouvons apporter à un CPA montréalais.

Nous sommes favorables à l'implantation d'un conseil des politiques alimentaires à Montréal, car se nourrir est essentiel comme l'air et l'eau. Nous avons **besoin** qu'une ville comme Montréal se dote à tout le moins de politiques alimentaires, pour permettre de combler un certain vide institutionnel dans la politique municipale. Les questions alimentaires sont partagées entre la santé publique, le développement durable, l'économie sociale, l'industrie de la transformation, les parcs et les espaces verts.

« la complexité et l'amalgame des influences qu'exercent l'alimentation sur nos vies, les municipalités doivent plus que jamais trouver des solutions intégrées leur permettant une organisation de politiques alimentaires parce que celle-ci présente un heureux mélange de ressources et d'expertise issues des municipalités et de la société civile (par ex. Harper et coll., 2009; Schiff, 2007; Scherb et coll., 2012). »

La **valeur ajoutée** avec une telle structure pour les citoyens, citoyennes se conçoit en s'articulant autour d'axes de proximité et l'implication de ses derniers dans la prise de décisions et de choix. Présentement, force est d'admettre la complexité liée au système alimentaire très large tant par ses différentes structures, institutions et acteurs. Comme organisme communautaire en sécurité alimentaire depuis plus de quinze ans il est souvent complexe de connaître les différentes sources auxquelles nous devons nous conformer. Qui régit les marchés de quartiers, devons-nous étiqueter nos produits transformés selon les normes de l'industrie, devons-nous avoir un permis pour cuisiner des repas et transformer des aliments à petite échelle. Bien que nous ayons à notre organisme une nutritionniste et une agronome régies par des ordres, même elles n'arrivent parfois pas à se démêler dans tout cela. Un système alimentaire régi par un conseil CPA à Montréal permettrait sans aucun doute de s'approprier le système alimentaire sous l'égide d'une structure plus facilitante et moins complexe, permettant aux citoyen(ne)s de Montréal une appropriation des enjeux, facilitant ainsi leur participation et leur implication dans le contenu de leur assiette en permettant de retrouver un pouvoir citoyen.

Le **rôle** du CPA peut s'envisager sous l'angle de **trois volets** :

Le premier serait un **angle politique** à savoir, développer des stratégies politiques pour éliminer la charité alimentaire en favorisant la sécurité alimentaire locale.

- Agir auprès des instances gouvernementales avec l'aide de plaidoyer favorisant un travail de concertation entre le municipal, le gouvernement, la santé publique montréalaise, les représentants de l'agriculture urbaine et autres instances communautaires en sécurité alimentaire, et marchés de quartiers. Voir à ce stade-ci s'il y a un intérêt pour les marchés publics, et les gens de l'industrie alimentaire.

Le deuxième angle serait un **angle éducationnel et de sensibilisation** :

Un des rôles serait de sensibiliser et informer les acteurs de la vie politique municipale dans le but de développer une meilleure compréhension touchant les questions alimentaires montréalaise. Pour avoir les leviers nécessaires pour considérer et appuyer un système alimentaire montréalais.

- Mettre en évidence que certaines décisions prises tant au niveau de l'agriculture, l'environnement, l'éducation, la santé et certaines coupures gouvernementales à différents niveaux, influencent directement la population montréalaise et ont un impact direct sur le tissu social, les conditions de vie, la santé et la sécurité alimentaire des Montréalais(es).

- Sensibiliser les promoteurs lors de la construction de nouveaux projets domiciliés, coopératives ou commerciales au verdissement et l'accessibilité à des espaces comestibles.

Troisième **angle mobilisation et action** :

- Pérenniser les terrains utilisés pour l'agriculture urbaine
- Agir sur le foncier
- Revoir la vocation des parcs et les espaces réservés
- Offrir des espaces pour les marchés de quartiers avec des facilités, et en assurer le maintien
- Favoriser et développer les marchés de proximité et les circuits courts
- Voir à la qualité des aliments distribués dans les circuits courts
- Penser à décentraliser l'aide alimentaire en favorisant l'implication des acteurs des quartiers et l'implication des citoyens
- Faire l'état du gaspillage alimentaire et ses impacts et faire un plan d'action
- Rapprocher la production de la consommation
- Recyclage des eaux usées des déchets liés à la production alimentaires etc.
- Développement d'un label montréalais pour faire la promotion de Montréal comme ville nourricière (label que nous pourrions mettre pour identifier les produits montréalais, comme le miel).

Le **modèle** qui nous semble le plus approprié est un modèle hybride réunissant des acteurs provenant de différents milieux; l'éducation, les affaires, la production, la transformation, la santé, la nutrition, la distribution, le milieu communautaire et lutte à la pauvreté.

Les **enjeux prioritaires** sont un programme récurrent de financement pour les initiatives communautaires et locales qui travaillent à des alternatives alimentaires favorisant l'autonomie et l'empowerment des citoyens(es). Développer le système alimentaire montréalais avec l'objectif de la création d'un projet contribuant à pallier aux problèmes d'insécurité alimentaire et verdir la ville en intégrant un volet environnemental.

L'**instance** à laquelle le CPA doit être rattaché c'est aux instances municipales. Les **ressources** devraient être des employés municipaux, dirigeant, et ayant un mandat de développement et de réglementation de programmes, travaillant en concertation avec les partenaires nommés qui eux travailleront directement sur le terrain avec les gens pouvant ainsi réunir des citoyens pour consolider et appuyer les projets.

Nous serions heureux de **participer** au CPA, notre contribution pourrait être de valider des informations, des focus-groupes, partager des études, travailler en comité sur les sujets pour lesquels nous avons développé une expertise. Nous favorisons le travail concerté avec des acteurs terrains, et d'autres instances dans un but de compréhension des différents enjeux auxquels chacune des instances est liée, et voir comment nous pouvons aborder cela en mettant les citoyens(nes) au centre de nos préoccupations.

Conclusion

Il eut été intéressant de laisser un laps de temps plus long pour permettre d'élaborer un mémoire plus étoffé et portant les idées, commentaires et réflexions d'un plus grand nombre de personnes.

Souhaitons qu'un conseil des politiques alimentaires voie le jour prochainement, car il y a une conjoncture favorable dans différents milieux pour travailler à une transition vers des projets socio-écologiques, et nous nous devons de souligner qu'il y a longtemps que l'on rêve de cette occasion.

Nous devons avoir le courage et la détermination comme représentant d'organismes, fonctionnaires, élus, leaders politiques et institutionnels, de défendre un système alimentaire montréalais.

Mettons en place les déterminants pour faire de Montréal un exemple parmi les grandes métropoles mondiales pour son rôle de leader avec son système alimentaire, et éventuellement une charte alimentaire montréalaise

Bibliographie

Des gestes plus grands que la panse. Vers un Conseil de politique alimentaire à Montréal?

Publications.santemontreal.qc.ca/uploads/tx./2-89494-432-2.pdf

Entrepreneurs en politiques alimentaires municipales - CAPI
capi-icpa.ca/.../CAPI_Entrepreneurs_**politiques_alimentaires**_municipales..

La Politique-cadre « Pour un virage santé à l'école

www.mels.gouv.qc.ca/sections/virageSante/

Politique alimentaire montréalaise :La ville doit faire preuve de leadership

<http://projetmontreal.org/communiqués/politique-alimentaire-montrealaise->

La sécurité alimentaire est un droit, article de Thierry Haroun, journal le Devoir, 24 mai 2014, cahier G, page 5